

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS

route de Bellegarde
B.P. 130
30300 BEAUCAIRE

Références : 2024-11-529
Code AIOT : 0006600453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS implanté route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire. L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 5 novembre 2024 à 3h15 un départ d'incendie s'est déclaré au niveau bas du silo n° 806 qui contient du charbon moulu. Cet incident a été déclaré dans la nuit à l'inspection des installations classées qui a réalisé une visite d'inspection le 05/11/2024 dans la matinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS
- usine de Beaucaire - route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006600453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS à Beaucaire est une cimenterie. Elle produit du clinker et du ciment. Elle co-incinère des déchets dangereux et non-dangereux. Elle est identifiée comme installation PN (prioritaire national) en raison de ses rejets atmosphériques et fait l'objet, dans ce cadre, d'au moins une inspection annuelle vis à vis de la réglementation ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	rapport d'accident	Code de l'environnement du 07/11/2024, article R 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	prescriptions spécifiques aux silos de stockage de charbon pulvérisé	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 15.7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	surveillance et contrôle des installations de combustibles minéraux solides	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 15.9.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	procédures et consignes	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	fonction sécurité-environnement	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection fait suite à l'incendie survenu sur le silo n° 806 contenant du charbon moulu. Cette installation était à l'arrêt puisque le four cimentier était à l'arrêt.

Les constats montrent qu'une alarme de défaillance de contrôle de température n'a pas été prise en compte et que le système d'inertage au CO2 en bas du silo n'a pas été opérationnel car les tuyaux flexibles d'alimentation ont brûlé.

Une mise en demeure est donc proposée sur la gestion des dysfonctionnements des dispositifs de sécurité ainsi que leur entretien en bon état.

En outre un rapport d'incident est demandé afin d'analyser les causes profondes de cet événement et de définir les actions correctives à mettre à œuvre afin de prévenir toute récurrence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/11/2024, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, rapport d'accident suite incendie silo charbon du 5/11/24
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : Le 5 novembre 2024 à 3 heures 15, un rondier a constaté un départ de feu au niveau bas du silo n° 806 de stockage de "charbon moulu". L'alerte a été donnée, les pompiers appelés et l'astreinte DREAL contactée par le SIDPC. L'inspection s'est rendue sur les lieux le 5 novembre dans la matinée. En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident doit être transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au préfet et à l'inspection des installations classées un rapport d'accident comportant : <ul style="list-style-type: none">- les circonstances et la chronologie de l'événement ;- l'analyse détaillée des causes comprenant notamment l'arbre des causes, les conséquences de l'incident et les effets sur les personnes et l'environnement ;- les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme, ainsi que la justification de ces mesures ;- l'analyse des autres causes pouvant conduire à un incident analogue ;- l'analyse des défaillances relevées matérielles et organisationnelles y compris en matière de lutte contre l'incendie ;- l'analyse de ces défaillances et leurs récurrences doit également être analysé au regard d'événements antérieurs comme ceux des 4/10/2018 et 27/2/2019.- le détail des mesures prises et la destination finale des déchets inhérents à l'incendie tels que charbon au sol autour du silo n°806, eaux de refroidissement et charbon acheminé par les eaux de refroidissement dans le bassin de collecte des eaux d'incendie. Le rapport d'accident est complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : prescriptions spécifiques aux silos de stockage de charbon pulvérisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 15.7
Thème(s) : Risques accidentels, détection et dispositif de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Sauf s'ils sont utilisés pour stocker des produits qui ne présentent pas de risque d'auto-échauffement ou d'auto-inflammation, vérifié par un laboratoire compétent, ils doivent être équipés au minimum des dispositifs de détection, indiqués ci-dessous, permettant de contrôler en continu : <ul style="list-style-type: none">- le niveau de combustible pulvérisé,- la température en haut et en bas de silo,- la teneur en CO dans le ciel du silo, et comporter les dispositifs de protection et de lutte suivants : <ul style="list-style-type: none">- rampe à eau pour arroser et refroidir la virole du silo,- dispositif d'inertage spécifique au silo, alimenté par une réserve de CO₂ de capacité suffisante qui doit permettre, dès détection d'un auto-échauffement, la mise rapide du stockage sous atmosphère inerte (% O₂ inférieur à 12 %).- clapets d'explosion calculés à partir des caractéristiques du combustible utilisé à Beaucaire. La section des clapets des silos n°s 89 et 815 est augmentée selon la note de calcul du bureau d'études TECHNIP. Pour limiter l'effet de l'ensoleillement, les parois externes des silos sont de couleur claire.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que sur le silo n°806 sur lequel le départ d'incendie a été observé le 5 novembre à 3h15 : <ul style="list-style-type: none">• le dispositif de détection de la température en bas du silo n°806 n'était plus opérationnel depuis le 4 novembre 2024 à 18h10;• le dispositif d'inertage en bas du silo n°806 n'était pas opérationnel. Comme les tuyaux d'arrivée du CO₂ étaient des flexibles, ils ont été détruits par l'incendie rendant inopérant l'inertage au CO₂ ;
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité son silo n°806 avec l'article 15.7 de son arrêté préfectoral et en particulier les dispositions suivantes : <i>Les silos de stockage de charbon sont équipés au minimum des dispositifs de détection, indiqués ci-dessous, permettant de contrôler en continu :</i> <i>- la température en haut et en bas de silo,.....</i> <i>et comporter les dispositifs de protection et de lutte suivants :</i> <i>- dispositif d'inertage spécifique au silo, alimenté par une réserve de CO₂ de capacité suffisante qui doit permettre, dès détection d'un auto-échauffement, la mise rapide du stockage sous atmosphère inerte</i> Le respect de ces dispositions est imposé par arrêté de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : surveillance et contrôle des installations de combustibles minéraux solides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 15.9.5
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle et entretien
Prescription contrôlée : L'ensemble des dispositifs de sécurité et de contrôle est entretenu en bon état et contrôlé périodiquement. L'ensemble des paramètres qui conditionne la marche de l'unité (teneur en CO, températures, débit de combustible) est reporté dans la salle de contrôle de l'usine, sur le pupitre central. Une alarme doit se déclencher automatiquement lorsque l'un des paramètres, ci-dessus indiqués, dépassera les valeurs de référence de sécurité. Un dispositif sonore avertit le personnel de l'usine de la mise des installations sous CO ₂
Constats : l'inspection des installations classées a constaté le dysfonctionnement de : <ul style="list-style-type: none">- de la sonde de température en niveau bas du silo n°806;- du dispositif d'inertage au CO₂ au niveau bas du même silo;
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité ses installations avec les dispositions de l'article 15.9.5 de son arrêté de façon à ce que les dispositifs de sécurité et de contrôle des installations permettent de garantir leur maintien en bon état de fonctionnement. Cette non- conformité concerne en particulier la sonde de température en niveau bas du silo n°806 ainsi que le dispositif d'inertage au CO ₂ au niveau bas du même silo. Ces dispositifs de part leur conception, leur suivi, leur surveillance et leur entretien en bon état doivent permettre de garantir la surveillance, le contrôle et leur mise en œuvre selon leur fonction. Le respect de ces dispositions est imposé par arrêté de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : procédures et consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, procédures en cas de dysfonctionnement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des procédures, des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté et plus généralement sur toutes les activités qui peuvent avoir des conséquences dommageables pour l'homme et sur l'environnement, au sens de la protection des intérêts visés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement. Ces procédures permettent au personnel d'agir de telle sorte que l'impact sur l'environnement résultant de la mise en œuvre sur le site des produits et procédés soit réduit le plus possible. Ces procédures sont écrites avec la participation des opérateurs afin qu'elles correspondent à la réalité des moyens mis à leur disposition.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté : - qu'une alarme indiquant la panne de la sonde de température au niveau bas du silo n°806 a été reportée en salle de contrôle le 4 novembre 2024 à 18h10; - que cette défaillance constatée dans l'acquisition des paramètres d'exploitation n'a pas été traitée par l'exploitant avec une demande d'intervention; L'inspection estime que la prise en compte de cette alarme aurait dû entraîner des actions de traitement s'accompagnant de la définition de mesures compensatoires pour assurer un niveau de sécurité équivalent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de respecter les dispositions de cet article. Il fournit les procédures ou consignes d'exploitation relatives aux deux sondes de températures du silo n° 806. Ces documents comportent explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces procédures permettent au personnel d'agir de telle sorte que l'impact sur l'environnement résultant de la mise en œuvre sur le site des produits et procédés soit réduit le plus possible. Le respect de ces dispositions est imposé par arrêté de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : fonction sécurité-environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, organisation et moyens
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place une organisation et des moyens garantissant le respect des prescriptions édictées par le présent arrêté et plus généralement celui des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement susvisé. Dans le présent arrêté c'est l'ensemble de ce dispositif qui est dénommé fonction "sécurité-environnement".
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place une organisation et des moyens suffisants permettant de prendre en compte et traiter l'alarme remontée en salle de contrôle le 4 novembre 2024 à 18h13 indiquant la défaillance de la sonde de température en bas du silo n°806 alors même que cet équipement important pour la sécurité aurait dû faire l'objet d'un traitement rapide sur la base de procédures écrites.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions de cet article en justifiant notamment la mise en place d'une organisation et de moyens suffisants permettant la prise en compte et le traitement d'une alarme en salle de contrôle indiquant la défaillance d'une sonde de température du silo n°806. Les procédures écrites doivent préciser les modalités du traitement rapide de cette information relative à cet équipement important pour la sécurité. Le respect de ces dispositions est imposé par arrêté de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois